

Décembre 1851 : une insurrection pour la République

Le 2 décembre 1851, Louis-Napoléon Bonaparte, élu président de la République deux ans auparavant, s'empare de la totalité du pouvoir. La Constitution lui interdisait de se représenter aux élections qui devaient avoir lieu en 1852. Il dissout la Constitution !

Or, devant ce coup d'État, le pays réagit peu. Paris, d'où est partie la révolution de 1848 qui a mis en place la République, ne bouge guère. Les chefs de l'opposition sont arrêtés ou s'exilent. Les seules réactions importantes se produisent en Bourgogne et surtout dans le Midi, principalement en Provence et sur ses marges. C'est l'originalité de ce mouvement atypique, c'est aussi pourquoi cette révolte – provinciale, méridionale, rurale – est si largement méconnue, bien qu'elle soit la plus importante du XIX^e siècle, avec la Commune de Paris. Son autre originalité, c'est ce pour quoi elle a lieu : ces paysans, ces artisans, ces bourgeois, ces villageois, dont le français n'est pas la langue première, prennent les armes pour défendre la loi !

Le peuple démocrate attend en effet les élections de 1852 pour qu'enfin la « Belle » – la vraie République – triomphe. Majoritaire dans la plus grande partie de la Provence, mais minoritaire ailleurs, il est en butte à la répression de la Sainte-Alliance du « parti de l'Ordre » – bonapartiste, monarchiste, clérical – qui a emprisonné ses leaders, dissous les municipalités « rouges », fermé les chambrées mal pensantes. Pour résister, tout un maillage de sociétés secrètes a été tissé jusque dans les moindres villages par les militants du parti avancé. Ils ont pour emblème la farigoule (le thym), symbole hérité de la période révolutionnaire et dont on attend qu'il « reflourisse ». Aussi, révoltés par le coup d'État, ils se mobilisent là où le rapport de force le permet. Mais, dans les grandes villes, la présence militaire est dissuasive et les arrestations décapitent dès le 4 décembre le camp démocrate.

En revanche, dans le Var intérieur, les Basses-Alpes, une partie du Vaucluse et de la Drôme, le nord des Bouches-du-Rhône, les républicains, dans une atmosphère de fête, prennent le pouvoir, réinstallent les maires évincés, mettent sur pied une sorte de garde nationale. Des colonnes, organisées par communes, marchent sur les sous-préfectures et les préfectures. Orange, Forcalquier, Brignoles, Sisteron, Apt, puis Castellane et Barcelonnette sont contrôlées. La colonne des Basses-Alpes, sous la conduite d'un entraîneur d'hommes remarquable, Ailhaud de Voix, un garde des Eaux et Forêts révoqué pour ses idées, parvient à entrer dans Digne et à installer un Comité départemental de Résistance qui proclame : « *Citoyens, quand le peuple se lève, ce n'est pas la jacquerie qui s'organise, c'est l'Ordre et la Liberté qui reparaissent* ». Mais l'illusion du succès dure peu. Zola s'en fera l'interprète dans *La Fortune des Rougon* en décrivant avec sympathie les insurgés : « *Grisés par l'enthousiasme du soulèvement général dont ils rêvaient, ils croyaient que la France les suivait... Ils auraient saisi et fusillé comme traître quiconque leur aurait dit à cette heure que seuls ils avaient le courage du devoir, tandis que le reste du pays, écrasé de terreur, se laissait lâchement garrotter* ». Se sachant isolés, les républicains bas-alpins se dispersent, après avoir stoppé les troupes dépêchées de Marseille le 9 décembre, aux Mées. Le lendemain, démoralisée, la colonne du Var, qui s'apprêtait à les rejoindre, sans avoir pu entrer à Draguignan, la préfecture d'alors, est taillée en pièces à Aups par les soldats venus de Toulon. La colonne du Vaucluse, plus réduite, n'ayant pu marcher sur Avignon, s'est dissoute. La Drôme insurgée a été vaincue les 6 et 7 autour de Crest. Mais le Comité de Salut Public de Barcelonnette ne laissera la ville à l'armée que le 15 décembre. Les jours suivants, la chasse à l'homme se déchaîne contre les rescapés qui tentent de retourner chez eux ou de se réfugier dans le comté de Nice, alors piémontais. Au total, plusieurs dizaines d'insurgés ont été tués. Des rafles monstres sont organisées. Plus de 3 000 Varois, près de 1 700 Bas-Alpins, des centaines de Vauclusiens, de Drômois et de militants des Bouches-du-Rhône sont arrêtés, qu'ils aient participé ou non au mouvement, surtout s'ils sont considérés comme des « meneurs ». Entassés dans des prisons improvisées, ils attendent que les commissions mixtes statuent sur leur sort (libérations, emprisonnements, déportations en Afrique du Nord ou à Cayenne, etc.). Dans la rudesse de l'hiver, le désarroi et la peur règnent dans les villages.

Une chape de plomb tombe sur ce Sud-Est qui reste à apprivoiser pour ceux qui considèrent l'insurrection comme une jacquerie de paysans attardés. Pourtant, le soulèvement de décembre est un événement fondateur. C'est sur lui que s'établit la tradition républicaine, qui est une autre facette de l'identité provençale, qui va marquer longtemps son histoire et dont les ferments n'ont pas tous disparu aujourd'hui.

Jean-Marie Guillon
Association 1851 - Université de Provence

Postface de [L'homme semence](#) de Violette Ailhaud, éditions Parole, coll. « Main de femme », 2017, 9^e édition